

FRANCÉS

Ainsi arrivent Arauz et Lasso à la recherche de la présidence

El Ciudadano · 12 de abril de 2021



Dimanche prochain, le 11 avril, l'Équateur élira le nouveau président du pays pour la période gouvernementale 2021-2025. Il s'agira du deuxième tour dans la recherche du nouveau président, après que lors du premier tour, qui s'est tenu le 7 février, aucun des 16 candidats n'a obtenu suffisamment de voix pour l'emporter.

Dans un reportage écrit par le correspondant de RT en Equateur, Edgar Romero, explique le processus électoral de dimanche prochain et les conditions dans

lesquelles arrivent les deux candidats les plus votés du premier tour présidentiel de février dernier.

L'un des candidats est **Andres Arauz, candidat de la coalition *Union por la Esperanza* (UNES)**, qui réunit les partisans de Correa, et qui a obtenu 3.033.791 voix au premier tour, soit 32,72% du total. Cet économiste de 36 ans a déjà travaillé dans l'administration publique, puisqu'il a été responsable des ministères de la Connaissance et du Talent Humain et de la Culture et du Patrimoine, sous la présidence de Rafael Correa. S'il gagne, il deviendra le plus jeune président du pays, après Juan Jose Flores, le premier président de la République de l'Équateur, en 1830, qui a pris ses fonctions avant d'avoir 30 ans.

L'autre est **Guillermo Lasso, 65 ans, du mouvement *Creando Oportunidades* (CREO)**, en alliance avec le Parti Social-Chrétien (PSC), qui a obtenu 1.830.172 voix, soit 19,74 %, en février. C'est la troisième fois que cet aspirant cherche à atteindre la présidence de l'Équateur, après s'être lancé en 2013 et en 2017 ; c'est une personne qui a toujours été associée à des holdings financiers et, en particulier, à la Banque de Guayaquil ; il est également associé au gouvernement de Jamil Mahuad, dont il a été «superministre de l'Economie», quelques mois seulement après la fête bancaire de 1999 dans le pays.

Deux modèles opposés

Lors de ces élections, «deux façons de voir le monde, la société, l'économie et la démocratie s'affrontent», affirme l'historien et analyste politique Juan Paz y Miño.

Arauz «représente le modèle d'économie sociale, qui vise à **atteindre le '*Sumak Kawsay*'** (néologisme *kichwa* désignant la 'Bien Vivre')», postulé par la Constitution Equatorienne de 2008.

Avec cela, dit l'analyste, le candidat de l'UNES vise à «récupérer les capacités de l'État pour la bonne fourniture de biens et de services aux citoyens, en plus du

renforcement des institutions et de la démocratie».

En revanche, Lasso «**offre la continuité du modèle affairiste, néolibéral et oligarchique**», reconstruit depuis 2017 avec l'arrivée au pouvoir de l'actuel président, Lenín Moreno, qui, selon Paz y Miño, a eu des conséquences sociales «graves» pour les plus larges secteurs de la population nationale, selon l'expérience historique du pays.

Concrètement, ajoute Paz y Miño, Lasso entend «poursuivre le rétrécissement de l'État, les privatisations et l'affaiblissement inévitable que cela entraîne pour les institutions publiques», comme cela s'est produit au cours des quatre dernières années. Il ne souligne que les «critères de démocratie» de ce candidat à la présidence «renforcent le despotisme du capital sur la société».

«Alors que le candidat Arauz représente une vision avec un avenir, le candidat Lasso montre une communication avec le vieux passé, soumis aux slogans et aux exigences des élites sociales du pays, qui ne veulent pas perdre les bases de leur pouvoir et de leur hégémonie», souligne l'analyste.

Deux défis fondamentaux pour l'Équateur

Quel que soit l'élu du 11 avril, il devra faire face à deux défis fondamentaux, à savoir «affronter, d'une part, la crise sanitaire et, étroitement liée à celle-ci, d'autre part, la crise économique», déclare le sociologue et professeur à l'Université Centrale de l'Équateur David Chavez.

Cette crise sanitaire est celle qui a été générée l'année dernière par la pandémie de coronavirus. Actuellement, le pays est confronté à **une nouvelle vague d'infections**. Selon le Ministère de la Santé Publique (MSP), jusqu'au mercredi 7 avril, 339.604 personnes ont été infectées, dont 10.849 ont été confirmées la semaine dernière, tandis que le nombre de décès est passé à 17.057 – 12.158 confirmés et 4.899 probables par le Covid-19.

Lundi dernier, la secrétaire à la Santé de la Municipalité de Quito, Ximena Abarca, a signalé que dans la capitale équatorienne «il y a une saturation complète du système hospitalier, avec une liste d'attente de patients pour les lits généraux et les lits d'USI (Unités de Soins Intensifs) qui est importante».

À Guayaquil, la ville la plus durement touchée au début de la pandémie dans le pays en mars et avril 2020, le scénario est similaire. Carlos Farhat, coordinateur de la Santé Municipale, a déclaré que les USI de tous les hôpitaux et cliniques privées de la ville sont au maximum de leur capacité.

Bien que la vaccination contre le coronavirus ait commencé dans le pays il y a plus de deux mois, plus précisément le 21 janvier, à la date du 4 avril, sur les plus de 500.000 doses qui sont arrivées, selon les chiffres du MSP lui-même, 211.720 personnes ont reçu le médicament, dont seulement 89.349 ont terminé leur processus d'immunisation, avec les deux doses requises.

Actuellement, huit provinces du pays – Azuay, Guayas, El Oro, Esmeraldas, Manabí, Pichincha, Loja et Santo Domingo de los Tsáchilas – sont sous un «état d'urgence» décrété par le président Moreno. Dans ces entités, il y a un couvre-feu, une restriction des véhicules, l'interdiction des événements de masse, entre autres mesures.

Avec ce scénario, 13.099.150 Équatoriens sont appelés à se rendre aux urnes dimanche prochain. **Dans le pays, le vote est obligatoire** pour les personnes âgées de 18 à 65 ans. À la crise sanitaire s'ajoute la situation économique difficile, qui n'est pas seulement le résultat de la pandémie, mais une «crise provoquée», dit Chavez, due au «démantèlement de l'État», par la mise en œuvre d'une «politique néolibérale».

Pour cet analyste, le gouvernement de Moreno «est le projet néolibéral qui a le plus progressé dans toute l'histoire récente de l'Équateur, c'est-à-dire le projet

néolibéral le plus radical». Il souligne qu'à travers l'application de ce modèle néolibéral, **«les plus riches de ce pays ont gagné au milieu de la crise»** ; tandis que ceux qui ont été touchés sont «la majorité des classes moyennes et des secteurs populaires».

«C'est ainsi que fonctionne la société capitaliste», souligne Chávez et mentionne que l'un des défis du prochain président, qui prendra ses fonctions le 24 mai, est d'accélérer le processus d'immunisation contre le coronavirus. «La vaccination est fondamentale, car, en outre, elle permettrait la reprise des activités normales et, par conséquent, la réactivation économique tant attendue», dit-il.

De même, appliquer les recommandations formulées même par le Fonds Monétaire International (FMI), concernant «l'imposition émergente des plus riches, qui gagnent, tandis que le reste de la société perd».

«On doit contrôler l'accumulation et la concentration des richesses dans une situation aussi critique et grave que celle-ci, exiger la solidarité des plus riches et permettre des transferts et des politiques économiques qui permettent aux secteurs moyens et populaires de récupérer certaines conditions économiques modérément acceptables et, en outre, permettre la réactivation de l'économie en général», dit-il.

Deux projets pour l'Équateur

Pendant la campagne, Lasso a souligné que sa candidature visait à empêcher l'Équateur de «devenir» un autre Venezuela. Lors d'un des débats présidentiels, ce candidat a déclaré à Arauz : «Quand vous sortez ce petit livre de la Constitution, vous ressemblez beaucoup à (Nicolás) Maduro, tout comme (Hugo) Chávez et Maduro, c'est ce que nous voulons éviter en Équateur, vos symboles et votre présence nous rappellent clairement un système totalitaire, Andrés».

En réponse, Arauz lui a dit : «La campagne de Lasso continue à être basée sur la peur, ils répètent un message qui n’a pas fonctionné, ils répètent le croquemitaine du Venezuela et de Maduro».

De plus, lors des événements de la campagne, les promesses ont abondé. Par exemple, Lasso a promis de **vacciner** 9 millions d’Équatoriens au cours des 100 premiers jours de son mandat, tandis qu’Arauz propose de vacciner 2,5 millions de citoyens chaque mois, avec des médicaments qui, assure-t-il, sont préétablis avec plusieurs fournisseurs.

Lasso, en outre, a proposé de porter le salaire minimum à 500 dollars, contre 400 dollars actuellement ; une promesse qui ne coïncide pas avec ce qu’il a lui-même déclaré en novembre 2019, lorsqu’il a souligné que l’augmentation de ce salaire «ne fera que générer plus de chômage et d’informalité dans le pays».

Mais au-delà de ces slogans lancés dans la campagne, il y a les projets de gouvernement qui ont été présentés par les candidats devant le Conseil National Electoral (CNE), un organe qui a mis ces documents à la disposition des citoyens sur son site web.

· **Santé**

Le candidat CREO prévoit de déléguer l’administration des hôpitaux au **secteur privé**. Au contraire, son plan de travail indique que cela garantira «l’accès universel et gratuit à la santé ainsi que l’utilisation efficace des ressources du système de santé» et «générera une plus grande compétitivité dans la prestation des services de santé offerts et améliorera les normes de qualité».

Arauz, dans le cadre de sa vision «d’atteindre le bien vivre», insiste sur le système de santé **gratuit**. Plus précisément, il parle de «reconstruire la capacité du secteur public à fournir des services essentiels», dont la santé.

- **Sécurité sociale**

Lasso, par exemple, propose des «réformes structurelles» du système de sécurité sociale du pays, actuellement entre les mains de l'Institut Public de Sécurité Sociale Equatorien (IESS). Dans son plan de travail, il parle d'un système «**d'épargne privée**» qui serait, avec l'épargne publique, «au choix de tous les équatoriens» ; la proposition se fonde sur le fait que «plusieurs expériences internationales» montrent que ce système complémentaire «dynamise les marchés boursiers». Il a déclaré publiquement que «les équatoriens méritent d'avoir la certitude qu'au moment de leur retraite, ils auront une pension décente».

Arauz, quant à lui, dans son plan de gouvernement, sans plus de détails, évoque une «**couverture sociale pour tous**». Dans ses discours publics, il a indiqué qu'il essaierait d'obtenir davantage de contributions pour rendre la sécurité sociale universelle.

- **Emploi**

Durant la campagne, Lasso a promis la création de 2 millions d'emplois durant son administration ; cependant, dans son plan de travail, il indique que sa proposition «a pour objectif de générer au moins un million d'emplois productifs». En outre, à plusieurs reprises, il fait appel à l'établissement de nouvelles «modalités» ou «mécanismes» d'embauche, ce qui se traduit par une flexibilité du travail.

De son côté, Arauz indique que, entre autres, «les premières mesures devraient porter sur l'emploi». Il évoque également la création de centaines de milliers d'emplois grâce à la transformation de la matrice énergétique du pays.

- **L'éducation**

Lasso propose une réforme de la loi sur l'éducation interculturelle et s'engage à reprendre et à renforcer au moins 900 **écoles rurales** dans le pays. Il insiste

également sur l'amélioration du processus d'accès à l'**université**, bien qu'il ne précise pas comment dans le document, dans lequel il indique qu'il garantira «l'indépendance académique des universités par rapport à leurs entités régulatrices».

Arauz, comme dans d'autres domaines, mentionne la nécessité de récupérer et de reconstruire la **capacité du secteur public** à fournir une éducation de qualité.

- **Le logement**

Lasso indique dans son plan de travail qu'il existe un déficit de 2 millions d'équatoriens qui n'ont actuellement pas de logement. Pour résoudre ce problème, il propose d'établir des incitations pour que «avec la participation d'entreprises spécialisées, des solutions de logement abordables et de qualité soient offertes» ; il parle également de mécanismes «pour que les entités financières soutiennent un plan de construction de logements sociaux».

Arauz parle de «logement fonctionnel dans des conditions optimales pour tous».

- **Économie**

Lasso parle de «modernisation financière», dans laquelle il propose de **«promouvoir la concurrence, c'est-à-dire de favoriser l'arrivée de banques internationales dans le pays»**. Selon lui, «l'Équateur peut et doit devenir un centre financier mondial» pour bénéficier d'un meilleur accès au financement et d'une meilleure connexion au marché financier mondial et générer des flux d'investissement et des devises pour l'économie.

Il parle également de réduire les dépenses publiques. Il mentionne ici des actions telles que la réduction des dépenses improductives, le ciblage des obligations d'État, l'élimination des dépenses de corruption dans les marchés publics, la suppression de la bureaucratie improductive et la réalisation d'une réforme fiscale.

«L'État doit jouer un rôle dans la **réactivation économique et productive**», indique le plan gouvernemental présenté par Arauz. Il y souligne qu'il est essentiel «d'affronter le scénario actuel de débâcle économique avec un large accord social pour la création de richesse basée sur le renforcement des capacités productives et innovatrices», ce qui inclut la stabilisation des niveaux de croissance et de production globale, la récupération et l'approfondissement des instruments de gestion des liquidités de l'économie pour protéger la dollarisation, et la promotion de la transition vers une économie post-pétrolière.

Les deux candidats ont également proposé de **supprimer la taxe de 2%** sur le revenu brut exigée des **microentreprises**, qui a été incluse dans la Loi de Simplification et de Progressivité de l'Impôt fin 2019, suite à un vote du Parlement, soutenu par les législateurs de CREO.

La campagne médiatique

Le 1er avril, la Corporation Participation Citoyenne a publié un rapport de suivi de la campagne électorale qu'on a réalisé auprès de 11 chaînes de télévision du pays, pendant la semaine du 22 au 28 mars.

Au cours de cette période, il a trouvé 90 spots en faveur de Lasso, avec 30 minutes d'exposition ; tandis qu'il n'y avait que 45 spots pour Arauz, qui a accumulé 21 minutes et 20 secondes.

Quant aux entretiens, 73 minutes et 43 secondes ont été consacrées aux deux candidats cette semaine-là, dont 62 minutes et 51 secondes pour le représentant de CREO et 14 minutes et 43 secondes pour le candidat de l'UNES.

Celui qui sera élu dimanche comme nouveau président remplacera, depuis le 24 mai, le président Moreno.

Fuente: El Ciudadano